

Unité départementale du Rhône  
5 Place Jules Ferry  
69006 Lyon

Lyon, le 16/03/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### INTERRA LOG

Parc d'Affaires de la Vallée de l'Ozon  
35 rue Marcel Mérieux  
69970 Chaponnay

Références : UD-R-CRT-26-50-OA  
Code AIOT : 0006103917

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement INTERRA LOG implanté Parc d'Affaires de la Vallée de d'Ozon 35, rue Marcel Mérieux 69970 Chaponnay. L'inspection a été annoncée le 28/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La société IntertraLog (ITL) a déposé une demande d'autorisation environnementale (DAE) le 8 janvier 2020 qui portait sur la réorganisation des stockages existants, la construction d'un nouveau bâtiment de stockage (S4) destiné à augmenter les capacités de stockage et des améliorations en termes de maîtrise des risques incendie.

Le dossier était assorti de servitudes d'utilité publique (SUP), signées le 21/03/2022, visant à compléter le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) du site INTERRA LOG de Chaponnay, approuvé le 10 juin 2013.

Lors de l'inspection du 10 septembre 2024, l'Inspection des Installations Classées (IIC) a constaté que l'extension projetée n'avait finalement pas été réalisée. Cette situation crée un écart entre

l'état réel du site, le contenu du DAE et les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2022. En conséquence, l'IIC a demandé à ITL de constituer les dossiers nécessaires afin d'assurer la mise en cohérence administrative et technique des activités, et notamment de fournir une notice de réexamen relative à l'étude de dangers (EDD) de 2020 ainsi qu'une mise à jour de cette étude.

**Le présent rapport présente les conclusions de l'inspection effectuée le 10 mars 2026, visant à examiner les éléments décrits dans l'étude des dangers du 18 décembre 2025 ainsi que dans ses annexes.**

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INTERRA LOG
- Parc d'Affaires de la Vallée de d'Ozon 35, rue Marcel Mérieux 69970 Chaponnay
- Code AIOT : 0006103917
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société ITL est spécialisée dans le stockage de produits dangereux destinés à l'agriculture ainsi qu'à la grande distribution. Elle exploite à CHAPONNAY un entrepôt de stockage contenant des produits phytosanitaires, des aérosols en petits conditionnements contenant des gaz ou des liquides inflammables, des cartouches de chasse, etc.

Le site, classé Seveso seuil haut, fait l'objet d'une autorisation préfectorale en date du 22 mars 2022.

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	EDD - MMR	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	EDD - Environnement industriel du site	Code de l'environnement du 13/03/2026, article R515-98	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	EDD - Gravité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	EDD - Scénario thermique majorant	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	EDD - Analyse de risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	EDD - Maitrise	Code de l'environnement du	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	de l'urbanisation	13/03/2026, article R515-98	l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Risque foudre	Autre du 18/12/2025, article 12.1.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au cours de l'inspection du 10 mars 2026, des écarts ont été constatés entre la méthodologie de réalisation des études de dangers et l'étude présentée par l'exploitant datée du 18 décembre 2025.

**L'exploitant est tenu, dans un délai d'un mois, de transmettre une étude de dangers actualisée accompagnée de ses annexes, ainsi qu'une notice de réexamen mise à jour, intégrant les demandes formulées dans le présent rapport.**

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : EDD - MMR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.
<b>Constats :</b>  L'exploitant définit dans son EDD la MMR0 (Exercices POI annuel, évacuation Formation, information du personnel face aux risques et aux actions à mettre en place - barrières organisationnelles de prévention - Niveau de confiance 1 / 10 <sup>-1</sup> ). Il l'utilise pour décoter en probabilité des ERC de son EDD. Il indique avoir coté la MMR0 sur la base de la fiche n°7 de la circulaire du 10 mai 2010. Toutefois, l'inspection rappelle que la note n°1 de cette même fiche précise que « la formation générale des agents, leur entraînement et les plans de secours généraux (type Plan d'Opération Interne, POI, et Plan Particulier d'Intervention, PPI) ne sont donc pas considérés comme mesure

de maîtrise des risques à part entière ». En effet, ces éléments ne répondent pas aux critères d'une MMR définis par l'arrêté du 29/09/2005.  
La MMR0 ne peut donc pas être utilisée pour décoter les ERC de son EDD.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande n° 1 :

L'exploitant supprimera la MMR0 et mettra à jour la cotation de la probabilité pour l'ensemble des ERC intégrant actuellement cette MMR.

*A noter : Si la suppression de la MMR0 conduit au classement de certains phénomènes dangereux en rang 2, ceux-ci devront systématiquement faire l'objet d'un examen approfondi. Cet examen devra s'appuyer, le cas échéant, sur une analyse technico-économique permettant de justifier que ces phénomènes dangereux ne peuvent être ni réduits ni supprimés.*

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : EDD - Environnement industriel du site**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 13/03/2026, article R515-98

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gravité

**Prescription contrôlée :**

L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire.

**Constats :**

Concernant les enjeux autour du site, l'EDD mentionne des données anciennes :

*Près de 100 entreprises sont installées dans la zone industrielle employant environ 2500 personnes (source : mairie de CHAPONNAY, février 2013).*

*19- EDS Industrie : Commerce de gros (commerce interentreprises) de machines pour l'extraction, la construction et le génie civil / 6 à 9 salariés (donnée actualisée 2017)*

L'inspection relève que la partie de l'étude relative à l'environnement industriel autour du site date de février 2013, certaines données ayant été actualisées en 2017.

Lors de la visite sur site, il a été constaté que la société Prelodis est actuellement engagée dans des travaux d'agrandissement.

L'inspection rappelle que l'évolution des enjeux situés à proximité du site (urbanisation, effets domino tiers entrants) doit être examinée dans le cadre du réexamen des études de dangers. Cette analyse doit permettre, le cas échéant, d'actualiser la gravité des phénomènes dangereux.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande n° 2 :

<p>L'exploitant devra mettre à jour les données relatives à l'environnement industriel du site et, le cas échéant, réviser la cotation de la gravité des phénomènes dangereux.</p> <p><i>A noter : Si la nouvelle cotation de la gravité conduit au classement de certains phénomènes dangereux en rang 2, ceux-ci devront systématiquement faire l'objet d'un examen approfondi. Cet examen devra s'appuyer, le cas échéant, sur une analyse technico-économique permettant de justifier que ces phénomènes dangereux ne peuvent être ni réduits ni supprimés.</i></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : EDD - Gravité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ERC 3 : Effets thermiques du bâtiment S2
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Informations minimales devant être contenues dans les études de dangers :</p> <p>[...]</p> <p>b) Évaluation de l'étendue et de la gravité des conséquences des accidents majeurs répertoriés, y compris cartes, images ou, le cas échéant, descriptions équivalentes faisant apparaître les zones susceptibles d'être concernées par de tels accidents impliquant l'établissement ;</p> <p>[...]"</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection examine par sondage l'ERC 3, qui présente les distances d'effet les plus importantes, d'après l'annexe 15 de l'étude de dangers du site. Pour ce scénario, la gravité retenue est de niveau G3 – Important pour les effets thermiques, avec le seuil des effets létaux susceptibles d'impacter au plus 10 personnes.</p> <p>- <i>Cohérence des distances entre le rapport FLUMILOG et le §4 de l'annexe 1 :</i></p> <p>Par sondage, l'inspection vérifie les distances d'effet calculées depuis la paroi 4 du bâtiment S2. Des écarts sont constatés entre les valeurs figurant dans le rapport Flumilog et celles indiquées au § 4 de l'annexe 1. En effet, le rapport Flumilog mentionne les distances suivantes : SELS = 55 m, SEL = 77 m et SEI = 85 m, tandis que l'annexe 1 indique : SELS = 50 m, SEL = 72 m et SEI = 100 m.</p> <p>- <i>Cotation de la gravité :</i></p> <p>L'exploitant précise que la gravité a été établie sur la base de la fiche n°1 de la circulaire du 10 mai 2010.</p> <p>Toutefois, l'inspection relève que les éléments présentés ne sont pas cohérents avec les dispositions de cette circulaire. En effet, la cotation de la gravité pour une zone d'activités est encadrée par le paragraphe A.3 de la circulaire du 10 mai 2010, qui prévoit que celle-ci doit être déterminée sur la base du nombre de salariés ou du nombre maximal de personnes susceptibles d'être présentes simultanément.</p> <p>Concernant l'ERC 3, les effets létaux (SEL) atteignent le bâtiment de la société EJ France (Environ 50 personnes d'après le tableau 9) ainsi que le parking de la société Rhenus (20 à 49 salariés d'après le tableau 9), ce qui implique l'exposition d'un nombre de personnes supérieur à 10.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

Demande n° 3 :

L'exploitant mettra à jour les distances d'effet ainsi que les cartographies associées pour les ERC concernées, afin d'assurer leur cohérence avec les résultats des rapports Flumilog.

Demande n° 4 :

L'exploitant détaillera les modalités de calcul de la gravité pour chacun de ces ERC, conformément aux dispositions de la fiche n°1 de la circulaire du 10 mai 2010.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : EDD - Scénario thermique majorant**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III

**Thème(s) :** Risques accidentels, Scénarios majorants

**Prescription contrôlée :**

Informations minimales devant être contenues dans les études de dangers :

[...]

b) Évaluation de l'étendue et de la gravité des conséquences des accidents majeurs répertoriés, y compris cartes, images ou, le cas échéant, descriptions équivalentes faisant apparaître les zones susceptibles d'être concernées par de tels accidents impliquant l'établissement ;

[...]"

**Constats :**

L'inspection constate que les distances d'effet associées à l'incendie généralisé des bâtiments S1 et S2 et des quais S1 et S2, sont inférieures à celles obtenues pour l'incendie du seul bâtiment S2. En séance, l'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter d'éléments d'explication à ces écarts.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande n°5 :

L'exploitant justifiera pourquoi l'événement majorant retenu pour le site ne correspond pas à un scénario d'incendie généralisé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : EDD - Analyse de risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ERC9Incendie du stockage de palettes extérieures
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. [...]
<b>Constats :</b>  Sur site, l'inspection constate que le stockage extérieur de palette ne correspond pas à celui identifié dans l'étude de dangers (EDD), et qu'il existe d'autres stockages extérieurs non identifiés dans l'étude de danger.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Demande n° 6 : L'exploitant identifiera l'ensemble des stockages extérieurs présents sur le site (benne DIB, benne carton, différents stockages de palettes, stockage de charbon de bois, etc.) ainsi que leurs quantités maximales. Chaque stockage devra faire l'objet d'une modélisation et d'une analyse en termes d'effets dominos et d'influence sur la probabilité des autres ERC.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : EDD - Maitrise de l'urbanisation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/03/2026, article R515-98
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PPRt
<b>Prescription contrôlée :</b>  II.-L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire.
<b>Constats :</b>  L'avis du 8 février 2017 précise que le premier objectif du réexamen quinquennal est : "1. De s'assurer que le site reste compatible avec son environnement compte tenu des mesures prises par l'exploitant (mesures de maîtrise des risques [MMR]) et des mesures prises par les pouvoirs publics sur la base de l'EDD (plan particulier d'intervention [PPI], plan de prévention des risques technologiques [PPRT], servitudes d'utilité publique, porter-à-connaissance...).  L'urbanisation autour du site est encadrée par : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) du site INTERRA LOG de Chaponnay, approuvé le 10 juin 2013.</li> <li>- L'arrêté du 25 avril 2022, qui instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) autour du site et</li> </ul>



encadre les effets liés au projet présenté par la société INTERRA LOG dans son dossier de demande d'autorisation environnementale déposé le 8 janvier 2020.

L'inspection constate que la notice de réexamen ne présente pas de comparaison entre les phénomènes dangereux identifiés dans le PPRT et les SUP avec ceux actualisés dans la présente étude de dangers.

Lors de la séance, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les éléments correspondants.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande n° 7 :

L'exploitant devra comparer l'évolution des phénomènes dangereux, justifier les écarts constatés et conclure sur l'impact de la mise à jour de l'EDD concernant la maîtrise de l'urbanisation.

L'exploitant appliquera la même méthodologie pour conclure sur l'évolution de la grille MMR et l'éventuel impact sur le PPI actuel du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 7 : Risque foudre**

**Référence réglementaire :** Autre du 18/12/2025, article 12.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Foudre

**Prescription contrôlée :**

A la suite de cette ARF, une ETF a été réalisée en septembre 2010 afin de déterminer les mesures à mettre en place.

Après la réalisation des travaux de mise en conformité de ses installations, INTERRA LOG a réalisé une vérification initiale de ces installations de protection contre la foudre.

Depuis cette vérification initiale, INTERRA LOG fait effectuer conformément à la norme NF EN 62305-3 :

- Une vérification complète de l'état des dispositifs de protection tous les deux ans,
- Une vérification visuelle de l'état des dispositifs de protection tous les deux ans en alternance avec la vérification complète.
- Le contrôle des compteurs foudre deux fois par mois et après chaque épisode pluvieux.
- A l'issue des relevés des compteurs foudre et si un impact foudre est enregistré, une vérification de l'état des dispositifs est effectuée.

L'annexe 6.1 présente le suivi des équipements de protection contre la foudre.

Compte tenu de ces éléments, l'événement initiateur foudre n'est pas retenu dans l'analyse des risques.

**Constats :**

L'inspection constate que les derniers relevés de compteurs présentés en annexe 6.1 datent du 24/04/2017. Lors de la séance, l'exploitant a présenté les relevés mis à jour. L'inspection a étudié par sondage le compteur situé au niveau du bâtiment S1, qui indique 21 impacts de foudre, le

dernier ayant eu lieu en 2019. Sur site, l'inspection a vérifié que le compteur foudre du bâtiment S1 indique effectivement 21 impacts.

Par ailleurs, l'inspection relève que les dernières vérifications des installations de protection contre la foudre, présentées en annexe 6.1, datent de 2016. Lors de la séance, l'exploitant a fourni les deux derniers rapports de contrôle de ces installations :

- Rapport du 02/12/2024 réalisé par DEKRA, mentionnant des observations sur des pancartes manquantes.

- Rapport du 18/12/2025 réalisé par DEKRA, mentionnant des observations sur les installations. L'exploitant a présenté un devis signé prévoyant une intervention le 20/03/2026 pour lever les observations relevées lors du contrôle.

Au vu de ces informations, l'inspection est en accord avec la décision de ne pas retenir la foudre comme événement initiateur.

**Type de suites proposées :** Sans suite